

F. 2000 — 2617

[C — 2000/31340]

20 JUILLET 2000. — Arrêté 2000/779 du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement des Commissions professionnelles et des Commissions de Formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le Décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment les articles 17 et 25;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des Classes moyennes et les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives aux Commissions professionnelles et aux Commissions de Formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - Des Commissions professionnelles techniques

Article 1^{er}. Sur proposition du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le Collège de la Commission communautaire française arrête la liste des Commissions professionnelles techniques.

Art. 2. Le Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises agréé les membres des Commissions professionnelles techniques.

Art. 3. Les Commissions professionnelles techniques ont pour missions essentielles de formuler des avis ou des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à la technique professionnelle d'une profession ou d'un groupe de professions tels que :

- a) Les programmes de formation permanente et de reconversion;
- b) Les profils professionnels et d'entreprise;
- c) La mise en oeuvre des moyens susceptibles de promouvoir la formation permanente et la reconversion professionnelle;
- d) La formation technologique des formateurs et des patrons-formateurs;
- e) Les seuils de compétence minimum requis en cours et en fin de formation;
- f) L'évolution technologique du métier;
- g) Les relations avec les fonds sectoriels de formation.

Art. 4. Chaque Commission professionnelle technique est composée :

- de cinq membres effectifs pour lesquels sont éventuellement désignés cinq membres suppléants, tous d'expression française et;

- d'un ou deux experts désignés par la Commission, si cette dernière ou l'Institut le juge utile, pour leur compétence pédagogique ou technique;

Art. 5. a) Les membres effectifs et suppléants d'une Commission professionnelle technique sont proposés à l'Institut, sur demande de ce dernier, par chacune des fédérations professionnelles remplissant les conditions visées à l'article 6, alinéa 1, 3 4 et 5 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979.

Les membres peuvent également être proposés par les Instituts professionnels créés en vertu d'une législation réglementant une profession;

En outre, l'Institut peut, à titre subsidiaire, proposer au Conseil d'administration la désignation de membres;

Les propositions des fédérations et instituts doivent être faites dans un délai de trente jours calendrier.

L'Institut arrête la composition de la Commission, pour les cinq membres effectifs et les cinq membres suppléants, en veillant à ce qu'au moins un des membres soit du ressort de la Région de Bruxelles-capitale, en conformité avec l'accord de coopération.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont agréés pour une période de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'agrément.

Une même personne peut faire partie de plusieurs Commissions.

Lors de la constitution de la Commission, chacun des membres devra être âgé de moins de 65 ans.

b) Les experts sont agréés par l'Institut pour le temps nécessaire à l'accomplissement de la tâche qui leur est attribuée. En aucun cas, l'agrément des experts, ne peut être fait pour une période supérieure à quatre ans.

c) Le Conseil d'Administration de l'Institut peut déroger aux règles précitées pour permettre la création d'une Commission professionnelle technique :

- s'il n'existe pas, au moment voulu, de fédération pour une profession ou un groupe de professions, ou si le nombre de candidats proposé par la (les) fédération(s) ou les Instituts professionnels est inférieur à cinq;

- si la (les) fédération(s) ou les Instituts professionnels concerné (es) ne souhaite (nt) pas collaborer avec l'Institut;

- si certaines fédérations qui proposent une liste de candidats ont sensiblement plus de membres que d'autres ou si plus de cinq fédérations proposent une liste.

Si des fédérations ou Instituts regroupent plusieurs activités professionnelles connexes, l'Institut apprécie s'il convient de créer une ou plusieurs Commissions professionnelles techniques.

Art. 6. La désignation des membres prend fin :

- par l'échéance du terme;

- par le décès;

- par la démission volontaire;

- par le retrait d'agrément;

En outre, toute proposition de retrait d'agrément sur proposition de la fédération compétente, pour motif sérieux, ou sur proposition de la Commission professionnelle pour absences répétées aux séances est soumise à l'Institut.

L'accord de celui-ci, entraîne d'office, le retrait de l'agrément.

Il est pourvu au remplacement d'un membre dont les fonctions ont cessé avant l'échéance du terme selon les mêmes règles que celles applicables lors des désignations et ce, pour la durée du terme restant à courir.

Art. 7. Lors de sa réunion de constitution, chaque Commission professionnelle technique procède à l'élection d'un président et d'un vice-président.

Art. 8. Les Commissions professionnelles techniques peuvent faire préparer ou

suivre leurs travaux par des groupes de travail réunissant au maximum cinq membres, dont éventuellement des participants extérieurs à la Commission.

Art. 9. Le(s) Conseiller(s) pédagogique(s), délégué(s) par l'Institut, assiste(nt) de plein droit aux réunions des Commissions et dirige (nt) les groupes de travail des Commissions.

Le secrétariat des Commissions et des groupes de travail est assuré par un membre du personnel de l'Institut, autre que le(s) Conseiller(s) pédagogique(s).

Art. 10. Il est alloué aux membres effectifs et aux experts participant aux Commissions et aux groupes de travail, des jetons de présence et des indemnités pour frais de voyage, à l'exception des formateurs principaux qui ne peuvent recevoir que des indemnités de voyage.

Un membre suppléant n'a droit à ces jetons et indemnités que pour la séance de constitution et, lors des séances ultérieures des Commissions, lorsqu'il remplace le membre effectif dont il est le suppléant.

Art. 11. Les autres modalités de fonctionnement des Commission professionnelles techniques et plus spécialement tout ce qui concerne les réunions, l'ordre des travaux, les procès-verbaux et autres dispositions générales font l'objet d'un règlement des Commissions élaboré par l'Institut.

Art. 12. Conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1998 déterminant l'ordre de l'évaluation des activités réglementées en vertu des lois des 24 décembre 1958 et 15 décembre 1970, il est possible de créer des commissions professionnelles sectorielles, susceptibles de se réunir pour traiter et régler tout problème commun ou relatif aux lois d'accès et finaliser les travaux résultant des dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1998, notamment l'adaptation des programmes de formation et autres documents pédagogiques.

Il s'agit des commissions :

1° construction

2° alimentation et hôtellerie

3° professions techniques

4° services aux personnes

5° négoce.

Elles peuvent se composer des Présidents des Commissions professionnelles techniques ou de leurs délégués.

Dans les cas où il existe une confédération regroupant différents métiers d'un secteur déterminé, des membres de Commissions peuvent être proposés par cette confédération.

Les Commissions professionnelles sectorielles peuvent faire préparer leurs travaux par des groupes de travail réunissant au maximum cinq membres, dont éventuellement des participants extérieurs à la Commission.

CHAPITRE II. - *Des commissions de formation*

Art. 13. Le Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises agréé les Commissions de formation.

Art. 14. Les Commissions de formation ont pour missions essentielles de formuler des avis ou des propositions à l'Institut sur les problèmes spécifiques à la Formation permanente ou à la pédagogie tels que :

- l'élaboration des supports pédagogiques nécessaires en apprentissage, en formation de chef d'entreprise et en formation continue;
- l'organisation de l'évaluation des connaissances générales, professionnelles et intégrées.

Art. 15. a) Chaque Commission de formation est composée au maximum de 10 membres tous effectifs. Ceux-ci ont la qualité de formateur dans le réseau, sont d'expression française et sont agréés par l'Institut en fonction de leurs compétences particulières.

Au moins deux de ces membres doivent être du ressort de la Région de Bruxelles-capitale, en conformité avec l'accord de coopération. Des candidats formateurs peuvent être associés aux travaux.

b) Sur proposition d'une Commission, l'Institut peut agréer des experts différents tout au long des travaux de cette Commission sans qu'il y ait plus de deux experts agréés simultanément.

En aucun cas, l'agrément des experts, ne peut être fait pour une période supérieure à quatre ans.

Art. 16. La Commission de formation est désignée pour une durée maximale de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'agrément. Une même personne peut faire partie de plusieurs Commissions.

Art. 17. La désignation des membres prend fin :

- par l'échéance du terme;
- par le décès;
- par la démission volontaire;
- par la révocation;
- par la perte de la qualité de formateur dans le réseau;
- par la fin des travaux pour lesquels la Commission se réunissait.

Il est pourvu au remplacement d'un membre dont les fonctions ont cessé avant l'échéance du terme selon les mêmes règles que celles applicables lors des désignations et ce, pour la durée du terme restant à courir.

Art. 18. Les réunions des Commissions de formation sont animées par (les) Conseiller(s) pédagogique(s).

Art. 19. Le(s) Conseiller(s) pédagogique(s), délégué(s) par l'Institut, préside(nt) les réunions et anime les travaux de ces Commissions. Le secrétariat des Commissions et des groupes de travail est assuré par un membre du personnel de l'Institut, autre que le(s) Conseiller(s) pédagogique(s).

Art. 20. Il est alloué aux membres participant aux Commissions et aux groupes de travail, des jetons de présence et des indemnités pour frais de voyage, à l'exception des formateurs principaux à temps plein qui ne peuvent recevoir que des indemnités de voyage.

Art. 21. Les autres modalités de fonctionnement des Commissions de formation et plus spécialement tout ce qui concerne les réunions, l'ordre des travaux, les procès-verbaux et autres dispositions générales font l'objet d'un règlement élaboré par l'Institut.

Art. 22. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement des Commissions professionnelles dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 23. Le présent Arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 24. Le Membre du Collège qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège de la Commission communautaire française

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

VERTALING

N. 2000 — 2617

[C — 2000/31340]

20 JULI 2000. — Besluit 2000/779 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenningsvoorwaarden en de werkwijze van de professionele commissies en lesgeverscommissies in de Permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap, welk de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie toewijst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij Decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op de artikelen 17 en 25;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gegeven op 18 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", de Centra voor permanente vorming voor de Middenstand, de leersecretarissen, de ondernemingshoofden, de leerlingen en de stagiairs dwingend de nieuwe bepalingen betreffende de erkenningsvoorwaarden en de werkwijze van de professionele commissies en lesgeverscommissies in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het begin van het volgende opleidingsjaar, vastgelegd op 1 september 2000, moeten kennen;

Overwegende dat het besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk bekendgemaakt moet worden en in werking moet treden;

Op de voordracht van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de professionele en permanente vorming voor de Middenstand behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *De Technische Professionele Commissies*

Artikel 1. Op voorstel van de Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", legt het College van de Franse Gemeenschapscommissie de lijst van de Technische Professionele Commissies vast.

Art. 2. De Raad van Beheer van het "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", erkent de leden van de Technische Professionele Commissies.

Art. 3. De Technische Professionele Commissies hebben als voornaamste opdracht het formuleren, ten behoeve van het Instituut, van adviezen en voorstellen over de problemen betreffende de beroepstechniek van een beroep of groep van beroepen, onder meer :

- a) de programma's van permanente vorming en omscholing;
- b) de beroeps- en bedrijfsprofielen;
- c) het aanwenden van middelen die de permanente vorming en de omscholing bevorderen;
- d) de technologische opleiding van de lesgevers en patroons-opleiders;
- e) de vereiste minimum bekwaamheidsniveaus tijdens en op het einde van de opleiding;
- f) de technologische evolutie van het beroep;
- g) de relaties met de sectoriele opleidingsfonds.

Art. 4. Elke Technische Professionele Commissie is samengesteld uit :

- vijf werkende leden, met hun eventuele vijf plaatsvervangers, allen Franstalig;
- één of twee deskundigen, door de Commissie aangewezen, zo de Commissie of het Instituut zulks nodig acht, wegens hun pedagogische of technische bevoegdheid.

Art. 5. a) De werkende en plaatsvervangende leden van een Technische Professionele Commissie worden aan het Instituut, op diens verzoek, voorgelegd door elk van de beroepsfederaties, die de voorwaarden bedoeld in art. 6, alinea's 1, 3, 4 en 5 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten op de organisatie van de Middenstand vervullen.

De leden kunnen eveneens door de Beroepsinstituten voorgelegd worden, die krachtens een wetgeving ter reglementering van een beroep opgericht werden.

Bovendien kan het Instituut aanvullend de aanduiding van leden aan de Raad van Beheer voorstellen.

De voorstellen van de federaties en instituten moeten binnen dertig kalenderdagen gedaan worden.

Het Instituut bepaalt de samenstelling van de Commissie, voor de vijf werkende en de vijf plaatsvervangende leden, en zorgt ervoor dat minstens één van de leden uit het Gewest Brussel-Hoofdstad komt, in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord.

De werkende en de plaatsvervangende leden worden voor een vernieuwbare periode van vier jaar erkend, ingaande op 1 januari van het jaar na het jaar van de erkenning.

Eén persoon kan lid van verschillende Commissies zijn.

Bij de oprichting van de Commissie mag geen lid de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

b) De deskundigen worden door het Instituut erkend, voor de tijd vereist voor het volbrengen van hun opdracht.

In geen geval mag de erkenning van deskundigen voor meer dan vier jaar gelden.

c) In volgende gevallen kan de Raad van Beheer van het Instituut van de voormelde regels afwijken, om de oprichting van een Technische Professionele Commissie toe te laten :

- als er te gepasten tijde geen federatie bestaat voor een beroep of beroepengroep, of als de federatie(s) of het beroepsinstituut minder dan vijf kandidaten voordraagt (voordragen);

- als de betrokken federatie(s) of het betrokken beroepsinstituut met het Instituut niet wenst (wensen) samen te werken;

- als sommige voordragende federaties veel meer leden hebben dan anderen of als meer dan vijf federaties een lijst voordragen.

Als federaties of instituten verschillende aanverwante beroepsactiviteiten groeperen oordeelt het Instituut of er één of meer Technische Professionele Commissies moeten opgericht worden.

Art. 6. De aanstelling van de leden neemt een einde :

- bij het verstrijken van de termijn;

- bij hun overlijden;

- bij vrijwillig ontslag;

- bij het intrekken van hun erkenning.

Bovendien wordt elk voorstel tot intrekking van de erkenning, uitgaande van de bevoegde federatie wegens een ernstige reden of van de Professionele Commissie wegens herhaalde afwezigheid op de vergaderingen, aan het Instituut voorgelegd. De instemming van het Instituut brengt van ambtswege de intrekking van de erkenning met zich mee.

Een lid waarvan de functie voortijdig een einde neemt, wordt vervangen volgens de regels die voor de aanstelling gelden, voor het overblijvende gedeelte van de termijn.

Art. 7. Op haar oprichtingsvergadering verkiest elke Technische Professionele Commissie een voorzitter en een ondervoorzitter.

Art. 8. De Technische Professionele Commissies kunnen hun werkzaamheden laten voorbereiden of volgen door werkgroepen van ten hoogste vijf leden, waarvan sommigen eventueel buiten de Commissie gekozen worden.

Art. 9. De pedagogische adviseur(s), afgevaardigd door het Instituut, woont (wonen) de commissievergaderingen van rechtswege bij en leidt (leiden) hun werkgroepen.

Een ander personeelslid van het Instituut staat voor het secretariaat van commissies en werkgroepen in.

Art. 10. De werkende leden en deskundigen bij commissies en werkgroepen ontvangen zitpenningen en de vergoeding van hun verplaatsingskosten, met uitzondering van hoofdesgevers, die slechts voor hun verplaatsingskosten vergoed worden.

Daarop heeft een plaatsvervanger alleen recht voor de oprichtingsvergadering en wanneer hij op een latere vergadering een werkend lid vervangt.

Art. 11. De andere werkingsmodaliteiten van Technische Professionele Commissies, inzonderheid inzake vergaderingen, regeling van de werkzaamheden, notulen en andere algemene bepalingen, worden opgenomen in een door het Instituut uitgewerkt reglement van de Commissies.

Art. 12. Overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 oktober 1998 tot bepaling van de volgorde van de evaluatie van de activiteiten gereguleerd in uitvoering van de wetten van 24 december 1958 en 15 december 1970 is het mogelijk sectoriële professionele commissies op te richten, ten einde elk gemeenschappelijk probleem of elk probleem betreffende de vestigingswetten te behandelen en te regelen, en de uit de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 oktober 1998 voortvloeiende werken te finaliseren, o.a. de aanpassing van de opleidingsprogramma's en andere pedagogische documenten.

Het betreft de commissies :

1° bouw;

2° voeding en hotelwezen;

3° technische beroepen;

4° dienstverlening;

5° handel.

Ze kunnen samengesteld zijn uit de Voorzitters van de Technische Professionele Commissies of hun afgevaardigden.

Wanneer er een confederatie bestaat, die verschillende beroepen van een bepaalde sector groepeert kan deze confederatie leden voor deze commissies voorstellen.

Sectoriële professionele commissies kunnen hun werkzaamheden laten voorbereiden door werkgroepen van ten hoogste vijf leden, waarvan sommigen eventueel buiten de commissie gekozen worden.

HOOFDSTUK II. - *De Lesgeverscommissies*

Art. 13. De Raad van Beheer van het Instituut erkent de Lesgevers-commissies.

Art. 14. De Lesgeverscommissies hebben als voornaamste opdracht het formuleren, ten behoeve van het Instituut, van adviezen en voorstellen over de problemen, die voor de permanente opleiding of de pedagogie specifiek zijn, onder meer :

het uitwerken van pedagogische documenten, die voor de leertijd, de ondernemersopleiding en de voortgezette opleiding noodzakelijk zijn;

het organiseren van de evaluatie van de algemene, de beroeps- en de geïntegreerde kennis.

Art. 15. a) Elke Lesgeverscommissie is samengesteld uit ten hoogste 10 leden, die alle effectief zijn. Deze hebben de hoedanigheid van lesgever in de permanente opleiding, zijn Franstalig en worden in functie van hun bijzondere bevoegdheid erkend.

Minstens twee van deze leden komen uit het Gewest Brussel-Hoofdstad, in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord. Kandidaat-lesgevers kunnen bij de werken betrokken worden.

b) Op voorstel van een Commissie kan het Instituut verschillende deskundigen gedurende de werken van deze Commissie erkennen, zonder dat meer dan twee deskundigen gelijktijdig erkend worden.

In geen geval mag de erkenning van deskundigen voor meer dan vier jaar gelden.

Art. 16. De Lesgeverscommissie wordt voor een vernieuwbare periode van maximum vier jaar erkend, ingaande op 1 januari van het jaar na het jaar van de erkenning.

Eén persoon kan lid van verschillende Commissies zijn.

Art. 17. De aanstelling van de leden neemt een einde :

- bij het verstrijken van de termijn;
- bij hun overlijden;
- bij vrijwillig ontslag;
- bij afzetting;
- als zij de hoedanigheid van lesgever in de permanente opleiding verliezen;
- aan het einde van de werken waarvoor de Commissie vergaderde.

Een lid waarvan de functie voortijdig een einde neemt, wordt vervangen volgens de regels die voor de aanstelling gelden, voor het overblijvende gedeelte van de termijn.

Art. 18. De vergaderingen van de Lesgeverscommissies worden door de pedagogische adviseur(s) geleid.

Art. 19. De pedagogische adviseur(s), afgevaardigd door het Instituut, leidt (leiden), als zittingsvoorzitter, de werken van deze commissies.

Een ander personeelslid van het Instituut staat voor het secretariaat van commissies en werkgroepen in.

Art. 20. Leden, die aan commissies en werkgroepen deelnemen, ontvangen zitpenningen en de vergoeding van hun verplaatsingskosten, met uitzondering van hoofdlesgevers, die slechts voor hun verplaatsingskosten vergoed worden.

Art. 21. De andere werkingsmodaliteiten van Lesgeverscommissies, inzonderheid inzake vergaderingen, regeling van de werkzaamheden, notulen en andere algemene bepalingen, worden opgenomen in een door het Instituut uitgewerkt reglement van de Commissies.

Art. 22. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1991 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de werkwijze van de beroepscommissies in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 24. Het Lid van het College, tot wiens bevoegdheid de beroeps- en permanente vorming voor de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 2000.

Voor het College van de Franse Gemeenschap :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse